

Quel usage de Keynes en temps de crise ?

Jean-Marie Harribey

19 février 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/02/19/quel-usage-de-keynes-en-temps-de-crise>

Viennent de paraître deux livres qui entendent porter dans le débat public des propositions de transformation radicale de l'économie pour amorcer une transition sociale et écologique. L'un, au titre provocateur, *Altergouvernement* (Éd. Le Muscadier, 2012), réunit dix-huit vrais faux ministres pour décliner le changement dans les affaires étrangères, la défense, la justice, l'écologie, l'économie, le logement, la culture, la ville, l'accueil des étrangers, etc. Dans son émission, « Là-bas si j'y suis », Daniel Mermet leur a donné la parole (http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=2370) dans un reportage de Giv Anquetil.¹

L'autre est publié par les Économistes atterrés, *Changer d'économie, Nos propositions pour 2012* (Les Liens qui libèrent, 2011), et il réunit aussi une équipe d'économistes hétérodoxes mettant en débat leurs propositions pour sortir des politiques néolibérales. L'hebdomadaire *Marianne* (n° 773, 11 février 2012) a publié une douzaine de contributions de ces auteurs pour présenter succinctement les principaux chapitres de leur ouvrage.

Une crise systémique

Comme j'ai participé à ces deux ouvrages, il ne m'appartient pas de dire tout le bien que j'en pense. Les lecteurs jugeront. Mais je voudrais juste m'arrêter sur le fait suivant : la crise que le capitalisme traverse est d'une telle ampleur qu'elle oblige à reconsidérer l'ensemble des croyances économiques, jusqu'au sein même de l'hétérodoxie où beaucoup de débats restent ouverts. *Marianne* présente les économistes atterrés comme des « keynésiens atterrés ». Certes, face à l'idéologie économique libérale et à son avatar néolibéral, nous sommes tous du côté de Keynes. Mais pas que du côté de Keynes, car les références à d'autres comme Marx ou Polanyi, ou à l'écologie, sont au moins aussi importantes pour beaucoup d'entre nous. Et, mieux encore, pas du côté de n'importe quel Keynes.

En effet, la crise actuelle n'est pas une crise conjoncturelle appelant une simple régulation macroéconomique pour stimuler l'activité à court terme parce que l'initiative privée est temporairement défaillante. La crise actuelle est une crise majeure, concluant un cycle long de l'économie, en l'occurrence celui de la fiction de l'accumulation financière infinie fondée sur la « valeur pour l'actionnaire », à l'œuvre depuis plus de trente ans et qui se termine par un fiasco général : crise financière, crise économique, crise sociale, crise écologique et crise politique. Une crise systémique, globale et structurelle, qui appelle une bifurcation fondamentale, allant jusqu'à remettre en cause la logique capitaliste du profit et la fuite en avant productiviste. Donc, du Keynes certes, mais également du Marx, de l'écologie, bref de quoi transformer les rapports sociaux, reconstruire des processus démocratiques, notamment en maîtrisant l'outil de la monnaie, au centre de la crise actuelle, pour qu'il soit au service de la société.²

¹ Les quatre émissions peuvent être écoutées à la même adresse : articles 2370, 2371, 2372, 2374.

² Les Économistes atterrés organisent une journée de réflexion sur la monnaie et la création monétaire le samedi 24 Mars à Paris, à l'université Panthéon Sorbonne, amphi 2B, de 10h à 17h.

Nième retour sur la monnaie

Parmi les discussions qui restent ouvertes au sein des économistes hétérodoxes, atterrés ou non, figurent la monnaie et, bien entendu, la dette publique, son éventuelle annulation et le rôle confié à la banque centrale en tant que prêteur en dernier ressort.

Ainsi, dans l'hebdomadaire *Marianne* référencé ci-dessus, Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak nous proposent un texte intitulé « Dette publique : gare aux leurres ! », dans lequel ils expliquent que l'État réemprunte lorsque les emprunts précédents arrivent à échéance et que le solde entre ce que l'État reçoit des créanciers et ce qu'il leur verse est positif : « Au total, l'État reçoit plus d'argent de l'Agence France Trésor qu'il ne lui en verse. Le bilan est largement positif. À bon entendre : ne plus rembourser la dette, c'est se priver de ces ressources (environ 90 milliards, soit le budget de l'éducation nationale ou deux fois le produit de l'IR [impôt sur le revenu]). » Ils en concluent que la campagne pour l'annulation de la dette publique comporte des risques.

Si l'on reprend l'argumentation de nos deux amis, on est en droit de se demander si elle ne justifie pas l'enchaînement d'endettements non pas pour financer des dépenses publiques, mais pour courir sans cesse plus vite après un emprunt pour lui-même, sans jamais rattraper le fait que la progression des recettes fiscales, au mieux calquée sur la croissance économique sous le néolibéralisme, est inférieure au taux d'intérêt. D'ailleurs, Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak rappellent eux-mêmes, mais sans en tirer la conséquence qui s'impose, que : « Actuellement, la capacité de la France à s'endetter à de bas taux d'intérêt demeure (3 % à 10 ans, début 2012) [...] ». Or les 3 % de taux d'intérêt dont doit s'acquitter l'État, c'est deux à trois ou quatre fois plus élevé que le taux de croissance économique de ces dernières années et derniers mois. L'effet boule de neige, que signalent paradoxalement nos deux auteurs, joue donc à plein et explique la galopade de l'endettement. Cela n'a pas grand-chose à voir avec le keynésianisme. Et il n'est pas sûr qu'une politique économique non néolibérale puisse maintenir durablement à long terme un sentier de croissance économique de 3 % par an. Je suis même persuadé du contraire.

Un leurre peut en cacher un autre

Allons plus loin. Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak ont entièrement raison de réaffirmer la légitimité d'une dette publique lorsqu'il s'agit de financer la production « de la richesse sociale, que ce soit de la santé, de l'enseignement, de la garde d'enfants, des routes ». J'ai contribué à démontrer que le travail effectué dans les services non marchands était véritablement productif de richesse sociale et de valeur économique, et je sais que Christophe Ramaux en est d'accord.³ Mais, dans la tribune pré-citée, les deux auteurs s'en tiennent à une

³ J.-M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands, un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf> ; « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre, 2008, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf>. Dans le livre des économistes atterrés, comme dans un autre article de *Marianne*, « La dépense publique n'est pas une charge », Christophe Ramaux explique comme moi que « La dépense publique représente un peu plus de 50 % du PIB en France. Mais celle-ci ne signifie pas que "plus de la moitié de la richesse va au secteur public". Plus du tiers de cette dépense est constitué de prestations sociales en espèces (370 milliards d'euros en 2010 : retraites, allocations chômage, etc.). Quant aux fonctionnaires, ils ne sont pas improductifs, ils augmentent le PIB et leur création de services non marchands se retrouve dans la consommation des ménages sous la forme des transferts sociaux en nature (311 milliards en 2010), comme les soins et l'éducation. On mesure ainsi la vacuité du discours assimilant par principe la dépense publique à une "charge". Près de la moitié du revenu des ménages provient de la dépense publique et, avec la production non individualisable (justice, police, armée, etc., soit 169 milliards en 2010), on dépasse les 50 %. L'impôt sert à payer les services publics. Il joue, au fond, la même fonction que le prix pour le privé : il valide la production des fonctionnaires. » C'est exactement ce que je défends depuis des années (voir les références ci-dessus) : tout y est, le caractère productif du travail dans les

conception traditionnelle de la légitimité de la dette publique : pour soutenir l'activité en période de récession. Ce n'est déjà pas si mal. Mais ce qu'il faut dire est bien plus important. Cela tient en deux propositions liées entre elles, que j'ai déjà eu l'occasion d'énoncer sur ce blog et que je résume ici :

- Au niveau de l'ensemble de l'économie (macro, dit-on habituellement), le crédit *et donc l'endettement* sont indispensables pour anticiper l'avenir, surtout quand il y a des investissements cruciaux à réaliser pour amorcer une transition sociale et écologique. La dette économique collective n'est donc pas simplement un problème d'insuffisance d'impôts (c'est aujourd'hui cela bien sûr), c'est avant tout un problème de vision d'avenir. À l'instar de la dette sociale qui n'a pas vocation à s'éteindre (par exemple, les retraites), la dette économique collective, au contraire des dettes privées, n'a pas vocation à s'éteindre non plus, à condition que l'on réduise à néant l'effet boule de neige. À cette condition, on peut concevoir l'endettement indéfini de l'État, et non pas dans le cas qui ressort, semble-t-il, de l'article Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak.
- Comme le circuit monétaire décrit ci-dessus ne peut pas se boucler dans une monnaie émise par des agents bancaires individuels qui émettent chacun leur propre monnaie, et qu'il doit être obligatoirement bouclé en une monnaie au-dessus des monnaies bancaires particulières, une monnaie dite centrale émise par la banque centrale, alors cela justifie que ce bouclage soit entre les mains de la collectivité qui redevient maîtresse de la banque centrale. Celle-ci peut alors être le vrai prêteur en dernier ressort pour la collectivité. Autrement dit, le bouclage de l'ensemble de l'économie est toujours, en fin de compte, le fait d'une décision publique qui dépasse la somme des décisions économiques individuelles. Voilà une raison supplémentaire d'en finir avec l'obligation pour les États d'aller sur les marchés financiers quérir (acquérir) des liquidités au prix fort, et donc de réintroduire la pratique de la monétisation des dépenses anticipatrices de l'avenir auprès de la banque centrale. La production de richesse qui en résultera stoppera le risque inflationniste.

Ce débat n'est pas dommageable car nous sommes sans doute tous d'accord pour dire que si on annulait la dette publique sans remettre en cause l'ensemble des politiques néolibérales, notamment la financiarisation nourrie de baisses des salaires et de chômage, facilitée par le crédit destiné aux opérations spéculatives, servie par une fiscalité mirifique pour les riches et renforcée par un euro au service des marchés, il y aurait une forte probabilité pour qu'elle renaisse rapidement, sans qu'elle puisse servir à préparer utilement l'avenir. Et nous aurions toujours à faire face à un discours de délégitimation de la notion même de dette sociale utile, sous le prétexte d'une dette née, elle, pour de sombres motifs : alléger les impôts des riches et leur verser indéfiniment une rente, tandis que les rentrées fiscales, déjà amputées, subissaient le choc de la crise. Ce sont les trois principales raisons du caractère illégitime de la dette publique actuelle. La question de l'annulation n'est donc pas un faux débat.

Sans doute y a-t-il de nombreuses illusions qui circulent au sein des mouvements contestataires de l'orthodoxie monétaire et financière⁴, mais derrière les leurre dénoncés par Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak, il se pourrait que soit dissimulé un autre leurre sous-estimant, voire niant, le rôle de la création monétaire : en effet, le bouclage du circuit économique, c'est-à-dire finalement l'investissement net macroéconomique, ne peut pas se

services non marchands (à l'encontre du libéralisme, bien sûr, mais aussi du marxisme orthodoxe), la validation par le paiement de l'impôt. Il ne reste plus qu'à distinguer le *paiement* du *financement*, lequel anticipe la production, et c'est la raison pour laquelle il faut inclure l'anticipation de la production non marchande par les avances de la banque centrale au Trésor public.

⁴ Je renvoie aux textes que j'ai proposés (<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/index-monnaie.html>, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>) pour expliciter les erreurs de raisonnement colportées dans plusieurs montages vidéo qui circulent sur Internet.

faire sur la base de l'épargne préexistante. Il serait bon que les économistes se réclamant du keynésianisme se souviennent que c'est ce point qui opposa Keynes aux héritiers de Say et surtout à Hayek à l'époque d'une autre grande crise du capitalisme.⁵

⁵ Comme j'ai déjà eu l'occasion de dire et de redire qu'affirmer la nécessité de la création monétaire n'équivalait pas à un hymne au productivisme, je laisse ici ce point de côté, tout en sachant que le débat présent croise celui que certains d'entre nous ont avec les tenants d'un certain keynésianisme.